

Commission : Commission parlementaire sur la question biélorusse et ukrainienne

Problématique : Pour une politique étrangère et de sécurité commune aux confins orientaux de l'UE, quelles relations avec l'Ukraine et la Biélorussie ?

Auteur : Autriche

L'Autriche est un pays du centre de l'Europe enclavé entre l'Italie, la Suisse, le Liechtenstein, l'Allemagne, la République-Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovénie. Le pays a fait son entrée dans l'Union Européenne en 1995 et fait partie de l'espace Schengen. Il s'agit d'une république semi-présidentielle fédérale, dirigée par le président, Alexander Van der Bellen, membre du parti écologiste Grünen, mais avec un parlement qui a une forte majorité orientée vers la droite, avec les chrétiens-démocrates, l'ÖVP et les nationalistes, le FPÖ. Après la deuxième guerre mondiale, l'Autriche pour éviter de se mettre à dos la Russie, qui occupe une partie ouest du pays, signe en 1955 le Traité d'Etat autrichien qui inscrit dans sa constitution un principe de « neutralité perpétuelle », marquant le début la politique neutre du pays. Ainsi, l'Autriche, contrairement à la majorité des Etats européens, n'adhère pas à l'OTAN.

La situation des frontières de l'est de l'Union Européenne est au cœur des principaux problèmes qui agitent actuellement l'Europe. La Biélorussie et l'Ukraine partagent une histoire commune, en tant qu'anciens membres du bloc soviétique, mais aux parcours divergents. L'une s'est affirmée comme un état vassal de la Fédération de Russie, nouant avec cette dernière des liens étroits; alors que l'autre s'est tournée vers une volonté de détachement et d'indépendance complète. En 2014, l'annexion de la Crimée et le soulèvement des pro-russes du Donbass ont entraîné le début d'une longue guerre civile qui a déstabilisé le pays. L'entrée en guerre de la Russie, en février 2022 contre l'Ukraine, soulève alors au sein de l'Europe des problèmes liés à la sécurité et à la défense de l'Union Européenne. Cette dernière reste trop dépendante de pays extérieurs tels que les Etats-Unis, notamment au sein de l'OTAN. Cette guerre nouvelle à l'est européen pose des questions relatives à la politique et la sécurité de l'union dans ses frontières orientales, ainsi que de son positionnement vis-à-vis de la puissance russe.

L'Autriche est dans une position délicate sur cette guerre. En effet, malgré une volonté de soutenir un projet européen commun, le pays a des liens anciens avec la Russie qui remontent à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les Russes ont en effet occupé une partie du pays après la guerre et les relations entre les deux nations sont toujours restées cordiales. L'Autriche a été le premier pays de l'Union Européenne à conclure un accord avec Moscou, faisant que 100% de son approvisionnement en hydrocarbures provient de Russie. La récente situation en Ukraine vient remettre en question la position du pays qui jusque-là adoptait un rôle de modérateur. Cette « neutralité perpétuelle », encore soutenue par une grande partie de la population, se heurte à la volonté de sanctions européennes communes. Notre pays réalise que sa position n'est plus valable aujourd'hui avec un budget consacré à l'armée qui est inférieur à 1% du PIB, mais l'adhésion à l'OTAN reste malgré tout hors de question car l'Autriche est déterminée dans sa neutralité. Sur le point de la Biélorussie, une politique évidente de déstabilisation de l'Union Européenne est soutenue par le pays et cette pression par l'usage de flux migratoire à la frontière polonaise marque une véritable menace aux frontières de l'Europe.

Dans ce contexte actuel, l'Autriche doit conserver une continuité dans sa politique de neutralité au sein de l'Europe à travers des interventions modérées. Ainsi notre pays est favorable à la mise en place d'une véritable force armée européenne, mais cette dernière doit être garantie dans une optique uniquement dissuasive, pour un maintien de la paix en Europe. Mais avant toutes choses, il est préférable de renforcer nos positions actuelles, notamment concernant les frontières. L'Union européenne est un espace de libre-échange qui est menacé par des forces extérieures que ce soit militairement ou par des flux migratoires. L'instauration de véritables frontières est donc primordiale et ces dernières ne doivent plus être les frontières poreuses qu'elles étaient. L'Autriche soutient les sanctions jusque-là en place, mais dans cette dyade à l'est de l'Europe, nous devons nous montrer en

tant que porteurs d'un exemple de paix et de démocratie, et favoriser davantage une influence à travers le soft power du modèle libéral européen qu'une politique interventionniste.

L'Autriche, avec cette crise, a dû revoir sa position jusque-là soutenue d'une neutralité perpétuelle, mais ne compte pas pour autant s'en détacher. Le pays conserve une vision dans un euroscepticisme modéré, ce qui l'amène à soutenir les actions mises en place sans aller plus loin. La délégation de l'Autriche propose ainsi de fixer les appuis de l'Europe dans la construction d'un projet européen commun avec le renforcement des frontières et l'établissement d'une force militaire dans un objectif du maintien de la paix en Europe.